



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

CES - Semestre européen

Contribution UEL au PNR et PSC

Michel Wurth, président de l'UEL

30 mars
2015



Analyse de la Commission

Le Luxembourg doit mettre en place un certain nombre de mesures structurelles pour relever les défis soulevés par la Commission européenne :

- - largement partagée par l'UEL
- - confirme les messages des organisations patronales
- - rejoint la présentation de l'UEL du 26 janvier 2015

Croissance économique

■ Croissance économique

- à 4% avant la crise
- à 1 % de 2008 à 2014
- à 3% dans notre futur espéré

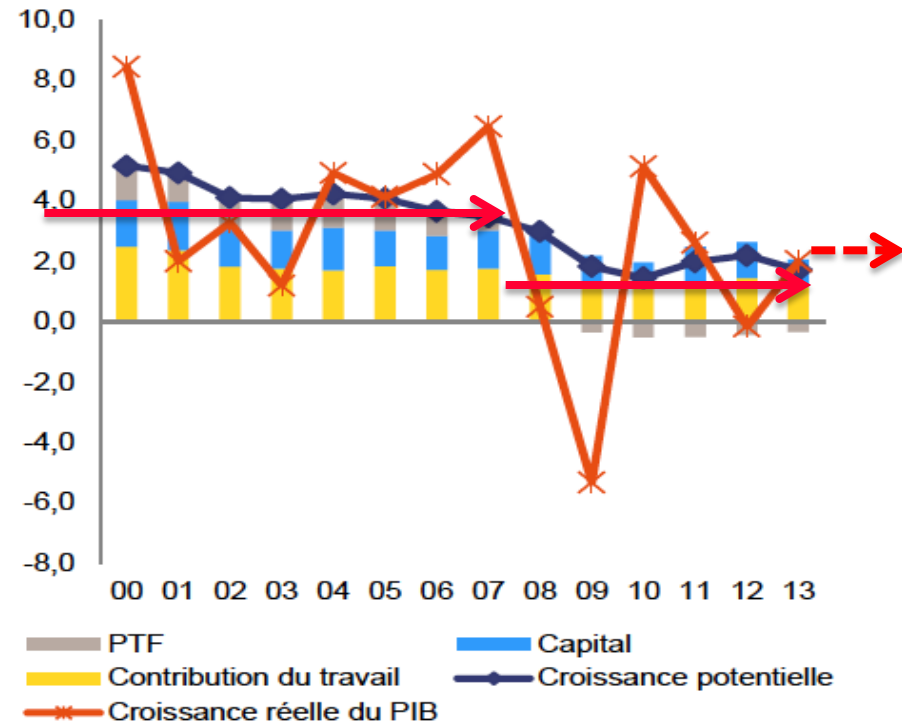
Croissance estimée

>

Croissance potentielle de 2% !

Scénario des 3% trop optimiste?

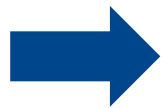
Décomposition de la croissance potentielle



Source: Commission européenne

A la recherche de la croissance espérée

- Solde de la **balance courante excédentaire**, mais
 - inférieur à l'excédent moyen enregistré 2001-2007
 - diminue et passera en dessous du seuil de 6% du PIB (baisse recettes TVA commerce électronique)
 - repose sur les services financiers et aux entreprises et cache déficit de la balance commerciale des biens, car exportations en baisse



Tertiarisation croissante de l'économie

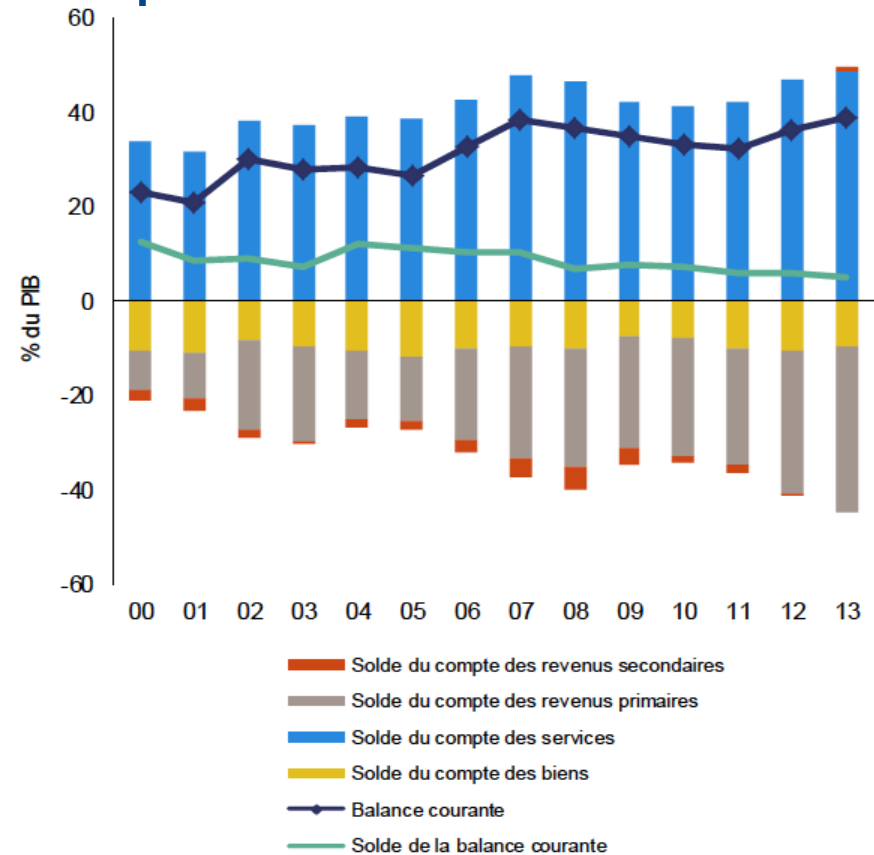
Baisse structurelle de la compétitivité-coûts

A la recherche de la croissance espérée

Balance courante

- Détérioration
- Perte de parts de marchés

Décomposition de la balance courante



Source: Commission européenne

A la recherche de la croissance espérée

- Stagnation de la **productivité**, mais progression constante des **salaires nominaux**
 - CSU ont augmenté de 56,8% entre 2000 et 2013 (+12,5% en Allemagne)
 - Hausse du CSU 2x plus rapide que la moyenne de la zone EU-19 (26%)
- Baisse de l'**inflation** en 2014
 - Effondrement des prix du pétrole
 - Risque de rebond : préparer une stratégie de lutte contre l'inflation

A la recherche de la croissance espérée

Commission
européenne

- Progrès limités au niveau de la **compétitivité-coût**
-> Rien dans note du Gouvernement

Réponse UEL

- **Compétitivité-coût en détérioration**
 - Lier politique salariale à l'évolution de la productivité (accord UEL-Gouv)
 - Favoriser une variation des salaires selon secteurs
 - Désindexer l'économie (proposition UEL)
 - Maintenir les taux de cotisations applicables pour les entreprises (accord UEL-Gouv)

A la recherche de la croissance espérée

- Importance primordiale pour les PME : la **simplification administrative** - « Think small first » (cf Small Business Act)
 - Mettre en œuvre un 2^e ensemble de mesures législatives dite « omnibus » en vue de la simplification administrative (accord UEL-Gouv)
 - Mettre en œuvre la simplification administrative concernant les procédures en matière environnementale (accord UEL-Gouv)
 - Plus généralement, veiller à éviter la complexité croissante dans tous les domaines (légiférer à la dimension de notre économie : PME représentent 67% de l'emploi et près de 68% de la valeur ajoutée)

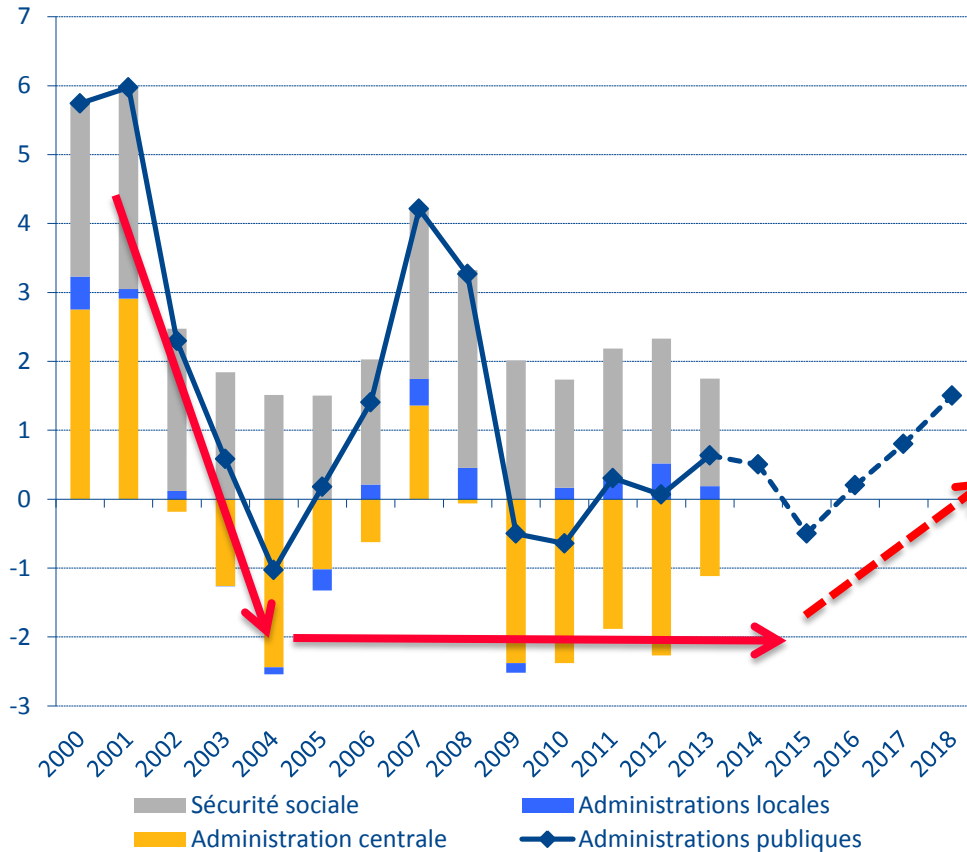
A la recherche de la croissance espérée

- **Diversification** nécessaire vu la forte dépendance de l'économie à l'égard du secteur financier et des services
 - Développer de nouvelles niches (clusters, économie circulaire, start-ups ...)
 - Continuer à mettre en place un « nation branding » plus efficace
 - Attirer et faciliter la création d'entreprises (cadre fiscal et réglementaire plus stimulant : moins de procédures, délais plus courts, ...)

A la recherche de la croissance espérée

- Lutter **contre la désindustrialisation** : efforts du Haut Comité pour la promotion de l'Industrie
- **Diversifier**, c'est aussi soutenir les entreprises existantes dans leur diversité et leur enracinement (Commerce, artisanat, Horeca)
- Soutenir la **R&D** et l'**innovation**
- A l'international, promouvoir l'**ouverture des marchés** indispensable à notre économie exportatrice
- Œuvrer en faveur de la stabilité du secteur financier et diversifier vers un grand secteur des services (ex.: Fintech, headquartering)

Solde des administrations publiques



Sources : Statec, programme pluriannuel

- Saines, mais seulement toutes administrations confondues
- Déficit persistant des comptes de l'administration centrale
- Diminution et volatilité de certaines recettes (ex. TVA)



Gouvernement table sur une croissance soutenue pour résorber le déficit de l'Etat central

Finances publiques

Commission
européenne

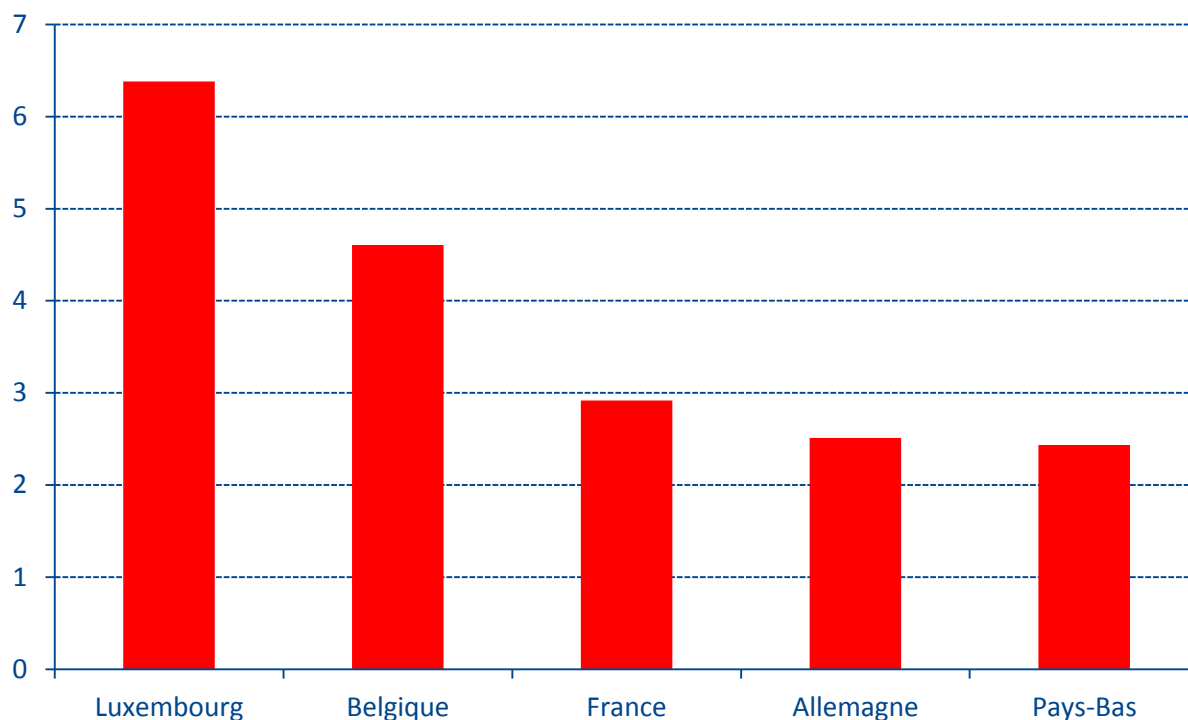
- Malgré les mesures adoptées (programme pluriannuel, création du Conseil national des finances publiques, hausse de la TVA, ...), les défis demeurent

Craintes
de l'UEL

- Soutenabilité à long terme est menacée
 - Evolution extrêmement dynamique des dépenses par rapport à nos partenaires (≠ austérité)
 - Croissance espérée (3%) supérieure à la croissance potentielle
 - Mise en œuvre de mesures dans le « Zukunftspak » au niveau des recettes plutôt qu'au niveau des dépenses
 - Poids des dépenses liées au vieillissement de la population (assurance dépendance, pensions)

Finances publiques

Progression des dépenses totales des Administrations publiques au Luxembourg et dans des pays proches (entre 2008 et 2013, en %)

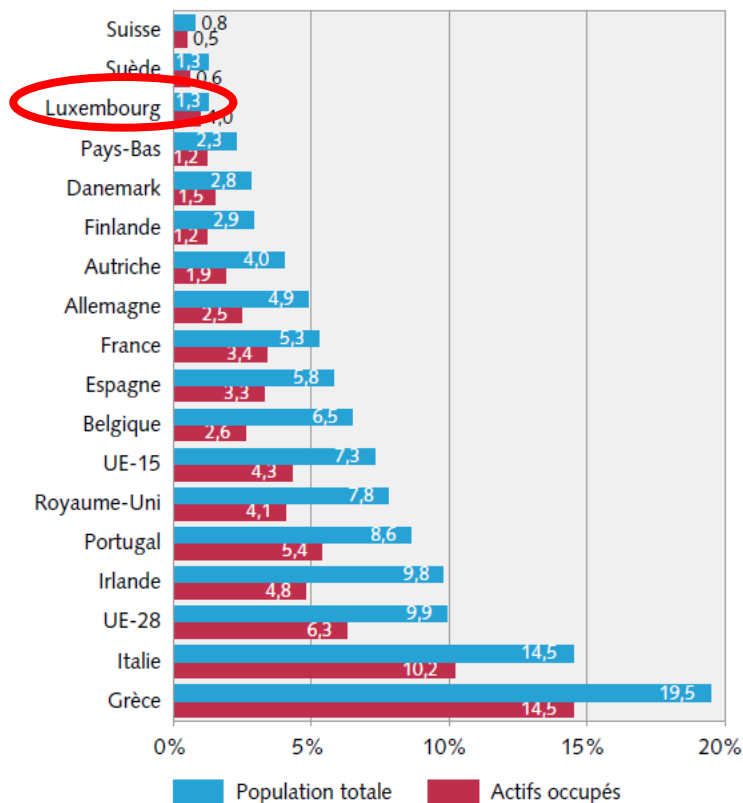


Sources : STATEC, base de données AMECO de la Commission européenne

Finances publiques

- Vision pluriannuelle est un progrès
- Introduire à terme une comptabilité intégrée
- Discipline budgétaire par le respect de plafonds et de l'analyse des dépenses
- Introduire une norme de croissance « luxembourgeoise » des dépenses pour l'administration centrale
- Déconnecter les recettes « vulnérables » des dépenses récurrentes (fonds souverain)
- Maintenir un système fiscal compétitif et stable et les investissements
- Plus de sélectivité au niveau des transferts sociaux

Taux de privation matérielle sévère en 2012 (En % de la population totale et des actifs occupés)



Source : Office fédéral suisse de la statistique

- Avoir un vrai débat sur la pauvreté
- Meilleur ciblage des prestations sociales
 - Diminuer pauvreté
 - Faire mieux que la Suisse et la Suède

Marché du travail et Chômage

- Création soutenue d'emplois
 - sauf dans secteur industriel
 - largement dans le secteur non-marchand

- Paradoxe luxembourgeois
 - Difficultés pour passer en douceur de l'école au travail
 - Existence de facteurs financiers dissuadant les chômeurs d'accepter un emploi (pièges à l'inactivité)

Marché du travail et Chômage

Commission
européenne

- Progrès limités, mais mesures concrètes en discussions

Réponses UEL

- Programme « Entreprises partenaires pour l'emploi »
 - Etablir un vrai partenariat entre les entreprises et l'Adem
 - Echange régulier entre l'Adem et l'UEL
 - Conventions de partenariat entre des entreprises particulières et l'Adem
 - Augmenter le nombre de postes déclarés
 - Améliorer la connaissance sur les compétences des demandeurs d'emploi
 - Sensibiliser l'embauche des demandeurs d'emploi
 - Analyser les besoins des entreprises en main-œuvre
 - Améliorer la transparence sur le marché de l'emploi par un nouvel outil informatique
 - Développer des formations ciblées

Marché du travail et Chômage

Réponses UEL

- Flexibiliser le temps de travail
- Modifier la législation actuelle en matière de SSM qualifié (accord UEL-Gouv), notamment pour sauver la formation professionnelle et prévenir le chômage
- Assurer un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie familiale (accord UEL-Gouv)
 - Favoriser l'égalité homme/femme
 - Avoir des services de garde des enfants de qualité et à un prix abordable
- Revoir le système de prestations sociales (en relation avec fiscalité), tendance à créer des pièges au chômage et à l'inactivité

Marché du travail et Chômage

Réponses UEL

- Evaluer les mesures en faveur de l'emploi, mais poursuivre la voie esquissée (ex. Garantie pour la jeunesse)
- Poursuivre les réformes du système scolaire et de formation (résultats obtenus qualifiés d'insuffisants par la Commission européenne)
- Mieux informer les entreprises sur les différentes mesures pour l'emploi
- Maintenir dans l'emploi les travailleurs âgés (réformer le régime de préretraite et de retraite anticipée)

Fiscalité

Commission européenne

- Il y a de la marge (Ex: Accises)

Réponse UEL

- Non, car toute imposition est un frein à la croissance:
 - Peu d'impôts = capacité d'investissement des entreprises et consommation des ménages
- Assurer la stabilité et la prévisibilité du cadre fiscal
- Simplifier et moderniser la fiscalité
- Pas de hausse des impôts des entreprises (accord UEL-Gouv)
- Réaliser un état des lieux de la législation relative aux transmissions d'entreprises familiales (accord UEL-Gouv)
- Ne pas introduire de nouvelles taxes (p.ex sur l'environnement) nuisibles au développement économique

Vieillesse de la population

Commission
européenne

- Progrès limités : Réforme de pensions insuffisante, absence de mesures au niveau des services de soins, réforme annoncée de l'assurance dépendance

Réponse Gvt

- Analyse en 2016 de la réforme du système de pension

Crainte UEL

- Augmentation de l'emploi de plus de 2% avec une productivité stagnante entraîne une santé apparente d'un système de pension de plus en plus malade. D'autres mesures s'imposent :
 - Définir un taux de remplacement qui ne heurte pas l'équité intergénérationnelle
 - Lier l'âge officiel de retraite à l'évolution de l'espérance de vie
 - Abaisser le plafond cotisable à 4x le SSM
 - Promouvoir le taux de pénétration des 2^e et 3^e piliers

Vieillesse de la population

Réponses UEL

- Régimes de préretraite ne contribuent pas au maintien dans l'emploi : réformer le système actuel
 - Retarder l'entrée effective à la retraite
 - Supprimer le régime de préretraite-solidarité
 - Maintenir la préretraite-ajustement = instrument de crise
- Retraite anticipée
 - Promouvoir le régime actuel de cumul d'une retraite anticipée et d'une activité professionnelle à temps partiel
- Soins de longue durée
 - Déficitaire dans un avenir proche
 - Nécessité de trouver un nouvel équilibre

Environnement

Commission européenne

- Reproche d'inertie en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre

Réponses UEL

- Erreur d'appréciation de la Commission européenne sur la politique d'accises du Luxembourg
- Poursuite de la mise en œuvre du plan d'action de réduction des émissions de CO₂
- Mener une politique énergétique et climatique de façon à concilier trois piliers (compétitivité, sécurité des approvisionnements et réduction des émissions)

Conclusions

Les objectifs d'une politique économique performante

- Avoir des entreprises performantes (PME)
- Maintenir un haut niveau d'emploi et un bas niveau de chômage
- Garantir un niveau élevé de vie des salariés
- Financer un système de sécurité sociale performant
- Eduquer et former les jeunes
- Préserver l'environnement



Recherche d'un développement durable

Conclusions

- **Que veut faire le Gouvernement en matière de...**
 - Compétitivité-coût ?
 - Productivité ?
 - Croissance potentielle ?
 - Pièges à l'emploi – Pauvreté : ciblage des prestations sociales ?
 - Stabilité à long terme des finances publiques et de la fiscalité ?